

RCS : LILLE METROPOLE

Code greffe : 5910

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LILLE METROPOLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1984 B 00601

Numéro SIREN : 306 138 900

Nom ou dénomination : DECATHLON

Ce dépôt a été enregistré le 11/09/2019 sous le numéro de dépôt 18238

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE LILLE MÉTROPOLÉ

445 boulevard Gambetta

CS 60455

59338 Tourcoing Cedex

DECATHLON

4 boulevard de Mons

59665 Villeneuve d'Ascq Cedex

RECEPISSE DE DEPOT DES COMPTES ET BILANS ANNUELS

Dénomination : DECATHLON

Numéro RCS : 306 138 900

Numéro Gestion : 1984B00601

Forme Juridique : Société anonyme

Adresse: 4 boulevard de Mons

59650 Villeneuve-d Ascq

Dépôt des Comptes Annuels

Exercice clôturé le : 31/12/2018

Durée de l'exercice : 12 mois

Comptes annuels déposé le : 02/09/2019

Sous le numéro : 18238

Délivré à Lille Métropole le 18 septembre 2019

Le Greffier,

DECATHLON

SA à Conseil d'Administration
Au Capital de 10 450 000 Euros
Siège Social : 4, boulevard de Mons
59650 VILLENEUVE D'ASCQ
RCS LILLE METROPOLE 306 138 900

**RAPPORT DE GESTION
SUR LES COMPTES ANNUELS SOCIAUX
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018**

Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle conformément aux dispositions de la loi et des statuts de notre société à l'effet de vous demander d'approuver les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Les Commissaires aux Comptes vous donneront dans leur rapport toutes les informations quant à la régularité des comptes qui vous sont présentés.

De notre côté, nous sommes à votre disposition pour vous apporter toutes les précisions et tous les renseignements complémentaires qui pourraient vous apparaître opportuns.

Nous reprenons ci-après les différentes informations, telle que la réglementation le prévoit.

I – SITUATION ET ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE

La situation et l'activité de la société à la clôture de l'exercice écoulé apparaît dans le bilan et le compte de résultat repris en annexe, qui résume le bilan et souligne les variations intervenues dans les comptes depuis l'exercice précédent.

Ainsi que vous pouvez le constater, l'activité réalisée au cours de l'exercice écoulé se traduit par un chiffre d'affaires qui s'est élevé à 6 369 847 673 €.

Le total des produits d'exploitation s'élève à 6 669 568 255 €, le total des charges d'exploitation ressort à 6 405 694 409 € après dotation aux provisions et amortissements.

Le résultat d'exploitation ressort à 263 873 846 € contre 222 431 840 € pour l'exercice précédent.

Le résultat courant avant impôt s'élève à 551 678 885 €, contre 442 931 516 € au titre de l'exercice précédent.

Le résultat exceptionnel s'élève à 10 074 933 €, contre -26 333 232 € pour l'exercice précédent.

La participation des salariés aux résultats de l'entreprise a été provisionnée pour un montant de 16 747 106 €. L'impôt sur les sociétés de l'exercice s'élève à une somme de 106 730 434 €.

Compte tenu des produits et charges de toutes natures, l'activité de l'exercice écoulé se traduit ainsi par un résultat bénéficiaire **438 276 279 €**. Ce résultat se trouve en progression par rapport à celui de l'exercice précédent, qui se manifestait par un bénéfice de **350 736 531,35 €**.

II– EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun évènement n'est survenu depuis la clôture de l'exercice.

III– ACTIVITE EN RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Chez DECATHLON, l'innovation est pragmatique : rendre le sport accessible à tous ; quel que soit le niveau ou la discipline. Les équipes mettent le sportif au centre de la démarche et se concentrent sur les innovations d'usage. Elles innovent à travers des produits accessibles, astucieux, pratiques et singuliers.

A ce titre, nous vous rappelons que 22 nouveaux brevets ont été déposés en 2018.

IV – EVOLUTIONS ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Relativement satisfaits des résultats de l'exercice écoulé, nous allons cependant porter tous nos efforts au développement de notre chiffre d'affaires, tout en restant très attachés au maintien à un juste niveau des frais fixes de structure.

V – PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

Les comptes annuels de l'exercice social clos le 31 décembre 2018, tels qu'arrêtés par le Conseil d'Administration, font ressortir un bénéfice net comptable de **438 276 279** Euros, que nous vous proposons d'affecter de la manière suivante :

-	une somme de	10 000,00 €
	Au poste « Réserve Légale »	
-	une somme de	236 935 938,70 €
	Au poste « Autres Réserves »	
	(dont 4 703 672 € au titre du CICE)	
-	une somme de	201 330 340,30 €
	A titre de dividendes	
	(Soit un dividende unitaire de 31,73 € par action)	
Total =		438 276 279,00 €

VI – RAPPEL DES DIVIDENDES ANTERIEUREMENT DISTRIBUES

Nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois précédents exercices se sont élevés à :

Exercice	Versement	Dividende distribué par action
2015	2016	31,92 €
2016	2017	44,46 €
2017	2018	34,87 €

VII – EVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIERE ET DE L'ENDETTEMENT AU REGARD DU VOLUME ET DE LA COMPLEXITE DES AFFAIRES

Conformément aux dispositions de l'article L.225-100 al. 3 du code du commerce, nous vous apportons les indications suivantes :

A la clôture de l'exercice 2018:

- 996 millions d'euros de dette sont tirés.
- 1 204 millions d'euros de lignes sont disponibles et non utilisées.

L'année a été marquée l'utilisation récurrente de notre programme de NEU CP de 750 millions d'euros mis en place fin 2016 et par le renouvellement des financements moyen permettant d'atteindre quatre objectifs :

- augmenter la part de financement désintermédié,
- réduire les frais liés aux lignes court terme en profitant des conditions favorables sur le marché des titres négociables à court terme,
- réduire les frais de non utilisation sur les lignes moyen terme,
- maintenir la maturité moyenne de notre dette.

L'année 2018 a été marquée par réduction progressive du coût total de financement euro permettant d'atteindre un coût de financement complet négatif au 31/12/2018.

VIII – INDICATION SUR L'UTILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS PAR LA SOCIETE

Conformément aux dispositions de l'article L.225-100 du code du commerce, nous vous rappelons également que notre société réalise une partie de ses achats hors zone euro, et, à ce titre, est exposée au risque de variation du cours des devises des pays dans lesquels nous réalisons ces opérations.

Aussi nous disposons :

- d'une couverture de risque de change commercial destinée à protéger le Groupe des fluctuations des devises étrangères utilisées. Cette couverture est d'un montant de 8 300 millions d'euros ;
- d'une couverture du risque de taux d'intérêt pour la protection contre une hausse des taux d'intérêt sur la dette libellée en euro sous la forme d'un swap de taux fixe contre taux variable. Le notional couvert au 31/12/2018 s'élève à 50 000 000 €.

IX – PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

Conformément aux dispositions de l'article L.225-100 al. 4 du code du commerce, nous vous indiquons que les principaux risques, auxquels pourrait être confrontée la société, sont notamment les suivants :

Risques relatifs au marché de la vente au détail d'articles de sport

- Risques relatifs à l'environnement macro-économique

Les facteurs macro-économiques généraux sur le marché de la vente au détail d'articles de sport, sur lequel opère DECATHLON SA, qui échappent à son contrôle, peuvent affecter défavorablement les prévisions et la performance réelle.

Ces facteurs sont les suivants :

- Les produits intérieurs bruts,
- Les taux d'intérêts,
- La conjoncture économique,
- Le niveau d'inflation et de déflation des produits de consommation,
- Le prix moyen du pétrole,
- Le crédit à la consommation et le niveau d'endettement,
- Les taux d'imposition,
- Les taux de chômage,
- Tout autre facteur ayant un impact sur le moral et les dépenses des consommateurs.

Ces facteurs peuvent affecter défavorablement le moral et les dépenses des consommateurs.

Le principal objet de DECATHLON SA est la vente d'articles de sport, qui ne correspondent pas à des besoins de première nécessité. Lors de périodes durant lesquelles le revenu disponible baisse ou l'économie est aléatoire, les achats de ces produits par les consommateurs peuvent varier à la baisse.

- Risques relatifs à la concurrence sur le marché de la vente au détail d'articles de sport

DECATHLON SA est en concurrence avec d'autres groupes spécialisés dans la vente au détail d'articles de sport, et avec les groupes de grande distribution, par le biais de magasins, d'hypermarchés, d'internet et d'enseignes de hard discount sur le marché mondial.

La concurrence sur le marché de la vente au détail d'articles de sport commence à s'accroître du fait des éléments suivants :

- Le développement des concurrents existants,
- L'implantation de nouvelles enseignes étrangères de grande distribution et de distribution spécialisée,
- Le nombre croissant de magasins de hard-discount qui augmentent significativement la pression sur les prix.
- Les principaux facteurs sur lesquels DECATHLON SA doit mettre l'accent pour rester compétitif :
- La sélection des marchandises et leur qualité,
- La politique des prix,
- La localisation et l'accessibilité de ses magasins,
- Les services aux clients,
- La notoriété des marques.

- Risques relatifs aux phénomènes économiques, sociaux et institutionnels

Le marché de la vente au détail d'articles de sport peut être affecté par des phénomènes sociaux et institutionnels sur le court et long terme, qui sont :

- L'âge moyen de la population,
- Le taux de natalité,
- Le régime fiscal des activités commerciales.

X – CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L 225-38 DU CODE DE COMMERCE

Nous vous rappelons qu'aucune convention visée à l'article L 225-38 du Code de Commerce, n'a été autorisée par votre Conseil au cours de l'exercice écoulé.

XI – RACHAT PAR LA SOCIETE DE SES PROPRES ACTIONS

Au cours de l'exercice 2018, la société a racheté 10 445 Actions Ordinaires et 13 221 actions de préférences, ce qui porte, après prise en compte des cessions d'actions intervenues, à 16 786 actions ordinaires et 25 852 actions de préférences le nombre d'actions propres détenues par la société au 31 décembre 2018 afin de lui permettre de faire face à la levée des plans de stock-options et d'actions gratuites arrivant à échéance.

La société ne dépasse pas le seuil de 10% de détention d'actions propres.

XII– DEPENSES SOMPTUAIRES ET CHARGES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du code général des impôts, nous vous informons que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge des dépenses non déductibles du résultat fiscal au sens des dispositions de l'article 39-4 du même code, à hauteur de 263 362 €.

XIII – ETAT DE LA PARTICIPATION DES SALARIES AU CAPITAL DE LA SOCIETE

Au 31 décembre 2018, la participation des salariés au capital social de la société est de 11,95 % du capital social.

La société n'étant pas cotée sur un marché réglementé, elle n'est pas soumise aux obligations concernant l'identité des personnes détenant une participation significative dans la société et les modifications de cette participation intervenues au cours de l'exercice.

XIV – OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS RESERVEES AU PERSONNEL

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, il n'a été consenti aucune option d'achat d'actions.

En outre, 14 543 options d'achat d'actions consenties en Juin 2014 ont été exercées le 20 juin 2018 au prix unitaire de 696,08 €.

XV – ATTRIBUTION GRATUITE D' ACTIONS

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, il a été attribué 14 202 droits à action attribuée gratuitement.

En outre, 573 droits à action attribués gratuitement en Mai 2017 ont été acquis le 25 mai 2018 au prix unitaire de 1170,31 €, et 2 361 droits à action attribués gratuitement en Juin 2014 ont été acquis le 21 juin 2018 au prix unitaire de 1170,31 €.

XVI – FILIALES ET PARTICIPATIONS

Les informations à ce niveau vous sont données dans le rapport de gestion du groupe sur les comptes consolidés.

XVII – RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

- Liste des fonctions et mandats exercés pour chaque mandataire social

Conformément aux dispositions de l'article L.225-102-1 du code du commerce, nous vous précisons, en annexe, pour chacun des mandataires sociaux, la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par nos mandataires.

- Conventions conclues entre un dirigeant ou un actionnaire significatif et une filiale NEANT

- Délégations en matière d'augmentation du capital NEANT

- Option choisie pour l'exercice de la direction générale dans la S.A. Sans changement

XVIII – INFORMATIONS SUR LES DELAIS DE PAIEMENT

Conformément aux dispositions de l'article L 441-6-1, al. 1 du code de commerce, nous vous précisons, en annexe, les informations sur les délais de paiement appliqués à nos fournisseurs et à nos clients.

XIX – INFORMATIONS DIVERSES

Conformément aux dispositions de l'article L. 464-2, I du code du commerce, nous vous informons que la société n'a fait l'objet d'aucune condamnation pour pratiques anticoncurrentielles.

XX – IMPACT SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL DE L'ACTIVITE ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

En application des dispositions de l'article L 225-102-1,alinéa 5 du Code de commerce, les informations concernant les conséquences sociales et environnementales de l'activité de la Société ainsi que ses engagements dans le cadre de la lutte contre les discriminations et la promotion des diversités figurent dans un rapport dédié fourni en Annexe.

XXI – PLAN DE VIGILANCE

En application des dispositions de l'article L. 225-102-4 du Code de commerce, les informations concernant le plan de vigilance de la Société reprenant les mesures raisonnables propres à identifier les risques, et à prévenir les atteintes graves envers les droits humains et les libertés fondamentales, la santé et la sécurité des personnes ainsi que son environnement, figurent dans un rapport dédié fourni en Annexe.

XXII – JETONS DE PRESENCE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Nous vous proposons de bien vouloir statuer sur le montant des jetons de présence alloués au conseil d'Administration pour l'exercice en cours, et les exercices ultérieurs, que nous vous proposons de fixer à 300 000 euros.

XXIII – AUTORISATION DE CAUTIONS, AVALS ET AUTRES GARANTIES

Conformément aux dispositions des articles L 225-35 et R 225-28 du Code de commerce, le Conseil d'administration a autorisé, lors de sa réunion du 28 juin 2018, le Directeur Général à consentir, avec faculté de délégation, des cautions, avals et autres garanties dans la limite d'un montant maximum annuel de CENT CINQUANTE MILLIONS (150 000 000) d'euros, dont :

- QUINZE MILLIONS (15.000.000 €) d'euros maximum par engagement au bénéfice d'établissements financiers,
- TROIS MILLIONS (3.000.000 €) d'euros maximum par engagement au bénéfice de bailleurs,
- VINGT CINQ MILLIONS (25.000.000 €) d'euros maximum par engagement au bénéfice d'administrations fiscales et douanières européennes. Ce montant étant ramené à 5.000.000 € maximum pour les administrations hors Europe.

Cette autorisation a été donnée pour une durée d'un an.

*

* *

Nous espérons que ce qui précède recevra votre agrément et que vous voudrez bien voter les résolutions qui vous sont soumises.

*Fait à Villeneuve d'Ascq,
Le 27 février 2019*


Pour le Conseil d'Administration
Monsieur Fabien DERVILLE
Président du Conseil

DECATHLON

SA à Conseil d'Administration
Au Capital de 10 450 000 Euros
Siège Social : 4, boulevard de Mons
59650 VILLENEUVE D'ASCQ
RCS LILLE METROPOLE 306 138 900



TEXTE DE LA RESOLUTION D'AFFECTATION VOTEE PAR L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE EN DATE DU 19 JUIN 2019

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice net comptable de l'exercice social clos le 31 décembre 2018, s'élevant à **438 276 279 €**, de la manière suivante :

-	une somme de Au poste « Réserve Légale »	10 000,00 €
-	une somme de Au poste « Autres Réserves » (dont 4 703 672 € au titre du CICE)	236 935 938,70 €
-	une somme de A titre de dividendes (Soit un dividende unitaire de 31,73 € par action)	201 330 340,30 €
Total =		438 276 279,00 €

Le montant du dividende ci-dessus tient compte de toutes les actions existantes.

Aussi, lors de la mise en paiement, à intervenir avant le 19 septembre 2019, le bénéfice correspondant aux dividendes non versés, qui concerne les actions propres détenues par la société, sera affecté au compte « Report à Nouveau ».

Il est rappelé que les dividendes distribués au titre des trois précédents exercices se sont élevés à :

Exercice	Versement	Dividende distribué par action
2015	2016	31,92 €
2016	2017	44,46 €
2017	2018	34,87 €

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.



DECATHLON

SA à Conseil d'Administration
Au Capital de 10 450 000 Euros
Siège Social : 4, boulevard de Mons
59650 VILLENEUVE D'ASCQ
RCS LILLE METROPOLE 306 138 900

Handwritten signature and "COPY" stamp

TEXTE DE LA RESOLUTION D'AFFECTATION PROPOSEE A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE EN DATE DU 19 JUIN 2019

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice net comptable de l'exercice social clos le 31 décembre 2018, s'élevant à **438 276 279 €**, de la manière suivante :

-	une somme de Au poste « Réserve Légale »	10 000,00 €
-	une somme de Au poste « Autres Réserves » (dont 4 703 672 € au titre du CICE)	236 935 938,70 €
-	une somme de A titre de dividendes (Soit un dividende unitaire de 31,73 € par action)	201 330 340,30 €
Total =		438 276 279,00 €

Le montant du dividende ci-dessus tient compte de toutes les actions existantes.

Aussi, lors de la mise en paiement, à intervenir avant le 19 septembre 2019, le bénéfice correspondant aux dividendes non versés, qui concerne les actions propres détenues par la société, sera affecté au compte « Report à Nouveau ».

Il est rappelé que les dividendes distribués au titre des trois précédents exercices se sont élevés à :

Exercice	Versement	Dividende distribué par action
2015	2016	31,92 €
2016	2017	44,46 €
2017	2018	34,87 €

GREFFE

DECATHLON SA

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2018)

PricewaterhouseCoopers Audit
Bâtiment Onix
556-594 avenue Willy Brandt
59777 Euralille

MAZARS-aCéa
22 rue Denis Papin
59650 Villeneuve d'Ascq

GREFFE

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2018)

A l'assemblée générale
DECATHLON SA
4 boulevard de Mons
Campus Decathlon
59665 Villeneuve d'Ascq Cedex

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société DECATHLON SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note 5 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à l'évaluation et à la dépréciation des immobilisations financières.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les

GREFFE

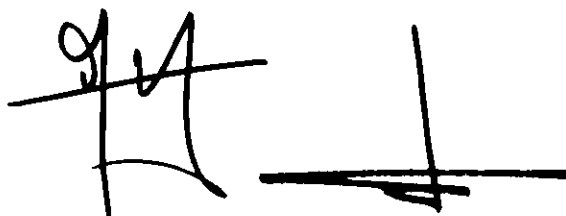
informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Lille et Villeneuve d'Ascq, le 4 juin 2019

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

The image shows two handwritten signatures in black ink. The first signature on the left is for Olivier Auberty, and the second signature on the right is for Alexandre Decrand.

Olivier Auberty

Alexandre Decrand

MAZARS-aCéa

The image shows a handwritten signature in black ink for Isabelle Massa.

Isabelle Massa

COMPTES ANNUELS

Société : DECATHLON

Forme juridique : Société anonyme

Siège social : 0004 BOULEVARD DE MONS 59650 VILLENEUVE D'ASCQ

Date de clôture : 31/12/2018

COMPTES ANNUELS	1
I. Bilan : Actif en K€	4
II. Bilan : Passif en K€	5
III. Compte de résultat en K€	6
IV. Compte de résultat (suite) en K€	7
ANNEXES COMPTABLES	8
I. Caractéristiques de l'entreprise et faits significatifs de l'exercice	9
1. Caractéristiques de l'exercice	9
2. Faits significatifs de l'exercice	9
3. Evénements post clôture	9
II. Règles et méthodes comptables	9
Changements de principes, méthodes comptables et comparabilité des comptes	9
III. Règles générales d'évaluation	10
1. Conversion des éléments en devises, couverture des risques de change et de taux d'intérêt	10
a) Conversion des transactions effectuées en devises étrangères	10
b) Contrat de change et options	10
c) Contrat et options de taux	10
2. Immobilisations incorporelles	10
3. Immobilisations corporelles	11
4. Immobilisations acquises en location financement	11
5. Immobilisations financières	12
6. Stocks et en-cours	12
7. Valeurs mobilières de placement	12
8. Créances et dettes	12
9. Provisions pour risques et charges	12
10. Stocks options	13
11. Emprunts et dettes financières	13
12. Impôts courants et différés	13
13. Indemnités de départs à la retraite	13
IV. Informations relatives au bilan	15
1. Composition du capital social	15
2. Variation des capitaux propres	15
3. Immobilisations	16
4. Amortissements	17
5. Valeurs mobilières de placement	18
6. Provisions	19
7. Etat des créances et des dettes	20
8. Charges à payer	21
9. Produits à recevoir	21
V. Informations relatives au compte de résultat	22
1. Ventilation de l'effectif moyen au 31 décembre 2018	22

2. Ventilation du chiffre d'affaires	22
3. Résultat hors évaluation fiscale dérogatoire	22
4. Accroissement et allègement de la dette future d'impôt	23
5. Répartition de l'impôt sur les bénéfices	23
6. Informations relatives aux rémunérations des organes de gestion	23
7. Détail des charges et produits exceptionnels	24
VI. Informations relatives aux engagements	24
1. Montant des engagements financiers (hors-crédit bail)	24
2. Informations en matière de crédit bail immobilier	25
3. Montant des engagements Immobiliers	25
4. Montant des engagements « autres »	25
5. Engagement en matière de retraite	26
VII. Informations relatives aux entreprises liées	26
1. Identité de la société consolidante	26
2. Information relative à l'intégration fiscale	26
3. Liste des filiales et participations	27
VIII. Autres informations significatives	28

I. Bilan : Actif en K€

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
Frais d'établissement				
Frais de développement	124 224	14 768	109 457	37 700
Concessions brevets et droits similaires	36 028	26 802	9 225	8 449
Fonds commercial	792	337	455	490
Autres immobilisations incorporelles	85 541	953	84 588	121 595
Avances sur immos incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles	246 585	42 860	203 725	168 234
Terrains	27 549		27 549	29 203
Constructions	162 069	91 968	70 101	75 176
Installations techniques, matériel	25 962	20 967	4 994	4 291
Autres immobilisations corporelles	82 895	60 762	22 132	24 271
Immobilisations en cours	19 001	48	18 953	15 363
Avances et acomptes	2 206		2 206	412
TOTAL immobilisations corporelles	319 681	173 745	145 936	148 716
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations	2 044 202	377 785	1 666 417	1 079 175
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	217 493	1 118	216 375	232 611
Autres immobilisations financières	5 987		5 987	5 387
TOTAL immobilisations financières	2 267 683	378 902	1 888 780	1 317 173
Total Actif Immobilisé	2 833 949	595 508	2 238 441	1 634 124
Matières premières, approvisionnements	5 606	106	5 500	4 119
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	128		128	
Marchandises	66 398	1 921	64 477	809 268
TOTAL Stock	72 132	2 028	70 104	813 387
Avances et acomptes versés sur commandes	20 655		20 655	18 957
Clients et comptes rattachés	781 288	3 951	777 337	1 342 714
Autres créances	1 660 970	22 944	1 638 026	766 893
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	2 462 913	26 895	2 436 018	2 128 565
Valeurs mobilières de placement	119 213		119 213	105 764
(dont actions propre : 2)				
Disponibilités	83 968		83 968	137 092
TOTAL Disponibilités	203 181	0	203 181	242 855
Charges constatées d'avance	9 073		9 073	5 970
TOTAL Actif circulant	2 747 300	28 923	2 718 377	3 190 778
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif	2 272		2 272	1 447
Total Général	5 583 521	624 430	4 959 091	4 826 349

II. Bilan : Passif en K€

BILAN-PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel (dont versé :)	10 450	10 450
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	190 975	190 975
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	1 035	1 035
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont réserve des prov. fluctuation des cours :)		
Autres (dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :)	1 543 347	1 413 864
TOTAL Réserves	1 544 382	1 414 899
Report à nouveau	2 570	1 901
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	438 276	350 737
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	36 355	44 208
TOTAL CAPITAUX PROPRES	2 223 008	2 013 170
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	48 569	79 847
Provisions pour charges	6 369	14 496
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	54 938	94 343
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	75 922	75 889
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs :)	2 187 163	1 677 216
TOTAL dettes financières	2 263 085	1 753 104
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	37	87
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	284 366	751 520
Dettes fiscales et sociales	119 342	188 532
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	9 501	8 276
Autres dettes	3 509	13 719
TOTAL dettes d'exploitation	416 755	962 134
Produits constatés d'avance	99	826
TOTAL DETTES	2 679 938	2 716 065
Ecart de conversion passif	1 206	2 771
TOTAL GÉNÉRAL - PASSIF	4 959 091	4 826 349

III. Compte de résultat en K€

Compte de résultat	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	2 896 317	2 809 598	5 705 914	5 486 244
Production vendue biens	3 587	1 375	4 962	-86
Production vendue services	409 719	249 252	658 971	582 993
Chiffres d'affaires nets	3 309 622	3 060 225	6 369 848	6 069 151
Production stockée			3 115	2 178
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			34	5
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			82 006	54 552
Autres produits			214 565	218 978
Total des produits d'exploitation (I)			6 669 568	6 344 862
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			4 853 165	5 455 150
Variation de stock (marchandises)			751 497	-161 034
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			27 559	25 211
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			9 302	8 449
Autres achats et charges externes			296 940	276 148
Impôts, taxes et versements assimilés			37 242	39 068
Salaires et traitements			227 090	224 108
Charges sociales			79 293	74 504
Dotations d'exploitation				
sur immobilisations	-	Dotations aux amortissements	42 533	29 701
	-	Dotations aux provisions		
Sur actif circulant : dotations aux provisions			5 925	18 644
Pour risques et charges : dotations aux provisions			29 941	48 288
Autres charges			45 207	84 192
Total des charges d'exploitation			6 405 694	6 122 431
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			263 874	222 432
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)			521	701
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers de participations			267 488	289 358
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			7 077	7 160
Autres intérêts et produits assimilés			9 295	3 738
Reprises sur provisions et transferts de charges			35 967	69 733
Différences positives de change			100 537	21 629
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des produits financiers			420 365	391 619
Dotations financières aux amortissements et provisions			71 038	113 302
Intérêts et charges assimilées			8 083	25 712
Différences négatives de change			53 961	32 805
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des charges financières			133 081	171 820
RÉSULTAT FINANCIER			287 284	219 799
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS			551 679	442 932

IV. Compte de résultat (suite) en K€

Compte de résultat (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	783	406
Produits exceptionnels sur opérations en capital	28 581	25 896
Reprises sur provisions et transferts de charges	26 066	17 380
Total des produits exceptionnels	55 430	43 682
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	617	23 863
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	32 867	29 831
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	11 871	16 321
Total des charges exceptionnelles	45 355	70 015
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	10 075	-26 333
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	16 747	14 849
Impôts sur les bénéfices	106 730	51 012
TOTAL DES PRODUITS	7 145 884	6 780 864
TOTAL DES CHARGES	6 707 608	6 430 128
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	438 276	350 737

ANNEXES COMPTABLES

Société : DECATHLON

Forme juridique: Société anonyme

Siège social :0004 BOULEVARD DE MONS 59650 VILLENEUVE D'ASCQ

Date de clôture: 31/12/2018

I. Caractéristiques de l'entreprise et faits significatifs de l'exercice

1. Caractéristiques de l'exercice

La Société DECATHLON Société anonyme présente les caractéristiques suivantes :

Total bilan :	4 959 091 K€
Chiffre d'affaires :	6 369 848 K€
Résultat de l'exercice :	438 276 K€
Nombre de salariés moyen :	4 595

2. Faits significatifs de l'exercice

Dans le cadre d'un contrat de location gérance, la société DECATHLON SA a accordé à la société DECATHLON Irlande l'exploitation de l'activité d'approvisionnement des magasins européens. En date du 19 octobre 2018, la société DECATHLON SA a cédé la propriété des stocks des entrepôts européens (France, Espagne, Italie, Belgique, Allemagne, Pologne, Hongrie, Roumanie, Royaume-Uni, Portugal, Pays-Bas, ...). Une redevance de location gérance rémunère cette activité.

3. Evénements post clôture

Néant.

II. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice sont établis conformément aux principes généralement admis en France et définis par le Plan Comptable Général, et mis à jour des règlements émis par le CRC et ANC 2016-07.

Changements de principes, méthodes comptables et comparabilité des comptes

Les règles et méthodes retenues pour l'arrêté des comptes clos au 31/12/2018, sont identiques à celles de l'exercice précédent.

Les comptes annuels de l'exercice sont établis conformément aux principes de prudence, de permanence de méthodes, de continuité de l'exploitation et d'indépendance des exercices.

Crédit d'impôt compétitivité emploi

La société Décathlon a comptabilisé dans ses comptes un CICE de 4 704 K€ correspondant à 6 % de la masse salariale exigible. Le CICE a été enregistré en diminution de l'impôt sur les sociétés, comme l'autorise la note de l'Autorité des normes comptables de février 2013.

Le CICE a permis notamment de participer au financement en investissement pour son montant total.

III. Règles générales d'évaluation

1. Conversion des éléments en devises, couverture des risques de change et de taux d'intérêt

a) Conversion des transactions effectuées en devises étrangères

Les profits et pertes résultant des transactions en monnaies étrangères (transactions réalisées dans des devises différentes de la monnaie locale) sont inclus dans le résultat net.

Les résultats latents de change sur les créances et dettes en devises figurent au bilan de clôture en écart de conversion actif ou passif. L'écart de conversion actif fait l'objet de provision pour risques.

La provision pour perte de change peut être supérieure à l'écart de conversion actif car celle-ci peut être générée par des éléments hors bilan.

b) Contrat de change et options

Les instruments financiers servant à couvrir les transactions commerciales, étant qualifiés d'instruments de couverture, les gains ou les pertes constatés sur ces opérations sont comptabilisés à l'échéance de celles-ci, de manière symétrique à l'élément couvert.

Le résultat de change lié à la couverture d'éléments non courants (comptes courants, emprunts et dettes) est comptabilisé en résultat financier.

Les primes sur les options de change servant les opérations commerciales impactent le résultat sur la période de couverture.

c) Contrat et options de taux

Les primes sur les options de taux sont passées en charge lors de l'échéance de l'option. Les soultes de swaps de taux sont comptabilisées en résultat à la date de paiement ou de réception.

2. Immobilisations incorporelles

Celles-ci figurent au bilan à leur coût d'entrée. Les fonds commerciaux et les droits aux baux ne bénéficiant pas d'une protection juridique sont amortis sur la durée de vie du bail.

Les immobilisations incorporelles sont intégrées aux tests de dépréciation, présentés ci-après. (voir 3. Immobilisations corporelles).

Les logiciels micros sont amortis linéairement sur une période de 2 ans, les logiciels gros système sur une période de 4 ans. Les logiciels de type bureautique ou gros système sont amortis linéairement sur des durées plus courtes ne dépassant pas 4 ans. Les logiciels nécessitant des frais de développement sont amortis sur 5 ans pour la plupart et sur 10 ans pour les logiciels les plus structurants (type ERP).

Les immobilisations incorporelles sont amorties fiscalement sur 12 mois.

Les frais de recherches et de développement sont passés en charge de l'exercice, dès lors qu'ils correspondent à un projet inférieur à 3 M €.

3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition et sont amorties selon la méthode linéaire et dégressive sur la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations, et en accord avec la législation fiscale en vigueur (CRC 2002-10). Ces durées sont principalement les suivantes :

	Durée d'usage	Mode	Durée d'utilisation	Mode
Constructions	15 à 30 ans	L	15 à 30 ans	L
Agencements	3 à 10 ans	D/L	4 à 15 ans	L
Installations techniques	3 à 10 ans	D/L	4 à 15 ans	L
Mat et Outillage	2 à 10 ans	D/L	2 à 10 ans	L
Autres immobilisations	1 à 10 ans	D/L	1 à 10 ans	L

Les frais d'entretien et de réparation sont passés en charge de l'exercice, sauf ceux exposés pour la prolongation de la durée d'utilisation d'un bien.

Pour cet exercice 2018, les dépenses relatives aux tests en laboratoires, design et études comptabilisées en charges s'élèvent à 12 781 K€ et les frais de dépôt de brevets s'élèvent eux à 1 348 K€.

Le mode d'amortissement comptable est le linéaire. L'amortissement dégressif n'est utilisé que fiscalement et fait donc l'objet d'un amortissement dérogatoire.

Dépréciation d'actif d'exploitation :

Les actifs immobilisés corporels et incorporels font l'objet de dépréciation lorsque, du fait d'événements ou de circonstances défavorables intervenus au cours de l'exercice, leur valeur actuelle apparaît inférieure à leur valeur nette comptable.

La valeur recouvrable d'un actif se définit comme étant la valeur la plus élevée entre le prix de vente net et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs susceptibles de découler d'un actif.

Les flux de trésorerie après impôts sont projetés sur une période de 5 ans avec prise en compte d'une valeur terminale dont les montants sont actualisés à l'infini.

La valeur recouvrable des immobilisations est testée dès l'apparition d'indices de perte de valeur. L'indice de perte de valeur interne est le suivant :

Création de valeur $N-1 < 0$ ET Création de valeur $N < 0$,

Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en unités génératrices de trésorerie (UGT), l'UGT qui a été retenue est, le site.

Une dépréciation est comptabilisée dès lors que la valeur comptable de l'UGT, à laquelle le site appartient, excède sa valeur recouvrable.

4. Immobilisations acquises en location financement

Les charges de location financement sont inscrites en résultat. Les engagements futurs sont présentés en engagement hors bilan.

L'impôt dû lors de la levée d'option des contrats de crédits-baux est provisionné chaque année.

5. Immobilisations financières

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'entrée. Lorsque la valeur d'utilité d'une participation est inférieure à son coût d'entrée, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valeur d'utilité d'une participation est déterminée par référence à l'actif net économique de l'entreprise correspondante ainsi qu'aux perspectives d'évolutions générales de cette dernière.

Les prêts et autres créances immobilières sont évalués à leur valeur nominale. Ces éléments sont, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour les ramener à leur valeur de réalisation à la clôture de l'exercice.

La liste des filiales et participations figure au point 2 du paragraphe VII.

6. Stocks et en-cours

Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût d'acquisition ou de leur valeur nette de réalisation. La valorisation retenue suit la méthode du FIFO.

Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, les ristournes déduites, les frais accessoires de transport et de logistique subis.

Les stocks sont, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur probable de réalisation à la date de clôture de l'exercice.

7. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées au plus bas de leur coût d'acquisition ou de leur valeur de marché.

Les actions auto-détenues, dans le cadre des plans d'options d'achat d'actions par le personnel, figurent en valeurs mobilières de placement.

8. Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à la valeur nominale.

Celles libellées en monnaies étrangères sont converties au taux de couverture. Celles qui ne font pas l'objet d'une couverture à terme sont évaluées sur la base du taux de change de clôture.

Les créances sont dépréciées par voie de provision pour tenir compte d'éventuels risques de non-recouvrement.

Conformément à l'article L 225-43 du code de commerce, aucune avance, ni aucun crédit, ne sont consentis aux dirigeants et aux actionnaires de la société.

9. Provisions pour risques et charges

Les risques connus et susceptibles d'entraîner probablement une sortie de ressources financières sans contrepartie pour la société sont provisionnés à la clôture de l'exercice, dès lors qu'ils peuvent être estimés avec une précision suffisante dans le respect du principe de prudence.

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation de l'entreprise envers le tiers, à savoir les dépenses qui n'auraient pas été engendrées en l'absence de cette obligation.

Lorsqu'il s'agit de l'évaluation d'une obligation unique et en présence de plusieurs hypothèses d'évaluation de la sortie de ressources, la meilleure estimation du passif correspond à l'hypothèse la plus probable.

10. Stocks options

Les titres Décathlon SA détenus dans le but de satisfaire les plans d'options d'achat d'actions font l'objet d'une provision pour risques et charges lorsque le prix d'exercice de l'option est inférieur à leur prix d'acquisition.

La provision prend en compte non seulement les actions détenues mais également les options exerçables. La provision correspondante est étalée prorata temporis sur toute la durée de la période d'attribution de ces options.

11. Emprunts et dettes financières

Ils sont évalués à leur valeur nominale.

12. Impôts courants et différés

Une provision pour impôt est comptabilisée afin de constater la dette fiscale latente sur la réintégration fiscale des terrains et constructions en fin de contrat de crédit-bail.

13. Indemnités de départs à la retraite

L'évaluation de notre engagement retraite a été réalisée suivant la méthode des unités de crédits projetés, qui consiste à évaluer les flux futurs probables en se basant sur les règles du régime, des probabilités (survie, présence dans l'entreprise...) et des hypothèses (augmentation future des salaires....); et à les actualiser. Nous obtenons alors la valeur actuelle probable des flux futurs.

Ce calcul est mené salarié par salarié et notre engagement correspond à la somme des engagements individuels.

Au 31/12/2018 la société a retenu les hypothèses décrites dans le tableau ci-dessous :

Taux d'actualisation	1.70 %
Taux de rendement attendu des actifs	1.70 %
Taux de revalorisation des salaires :	
- cadres	3.00 %
- agents de maîtrise	3.00 %
- employés	3.00 %
Age de départ en retraite :	
- cadres	65 ans
- agents de maîtrise	62 ans
- employés	62 ans
Modalités de départ à la retraite	Départ volontaire
Taux de charges sociales patronales	47,00 %
Table de mortalité	Table générationnelle TGH TGF 00 05

Le montant des engagements au 31 décembre 2018 n'est pas comptabilisé au niveau des comptes sociaux.

IV. Informations relatives au bilan

1. Composition du capital social

	Au début de l'exercice	Créés ou converties pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	A la clôture de l'exercice
Nombre d'actions	6 345 110			6 345 110
- actions ordinaires	5 514 247			5 514 247
- à titre préférentiel	830 863			830 863
Dont actions détenues en propres :				
- actions ordinaires	6 341	10 445		16 786
- à titre préférentiel	30 108	13 221	17 477	25 852

Tous les tableaux ci-dessous sont présentés en K€ sauf indication contraire spécifiés dans les notes figurant ci-dessous.

2. Variation des capitaux propres

CAPITAUX PROPRES	Ouverture	Augment	Diminut	Distribut. dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social ou individuel	10 450						10 450
Primes d'émission, de fusion, d'apport	190 975						190 975
Ecart de réévaluation							0
Réserve légale	1 035						1 035
Reserves statutaires ou contractuelles							0
Reserves réglementées							0
Autres réserves	1 413 864			221 254	350 737		1 543 347
Report à nouveau	1 901			- 669			2 570
Résultat de l'exercice	350 737	438 276	350 737				438 276
Subventions d'investissement							
Provisions réglementées	44 208	3 454	11 307				36 355
TOTAL CAPITAUX PROPRES	2 013 170	441 730	362 044	220 585	350 737	0	2 223 008

Le résultat de l'année 2017 a été porté aux autres réserves pour 129 483 K€. Il a été distribué 221 254 K€ de dividendes, dont 220 585 K€ en externe. L'écart de 669 K€ correspond à la part du dividende sur les actions propres qui est portée en report à nouveau pour 669 K€.

3. Immobilisations

		IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
				Réévaluation	Acqu. et apports
Frais d'établissement et de développement (I)			40 880		84 068
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)			157 798		7 170
Terrains			29 203		115
Constructions	Sur sol propre		52 105		659
	Sur sol d'autrui		960		199
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions		109 166		5 774
Installations techniques, matériel et outillage industriels			26 572		4 750
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers		3 678		46
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau et mobilier informatique		66 232		14 644
	Emballages récupérables et divers		9 732		225
Immobilisations corporelles en cours			16 214		39 185
Avances et acomptes			412		1 794
TOTAL III			314 274		67 391
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations			1 410 468		653 176
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres immobilisations financières			237 998		49 100
TOTAL IV			1 648 466		702 276
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)			2 161 418		860 906

Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
		Virement	Cession		Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement-Diminutions par vir			724	124 224	
Autres postes d'immobilisations incorporelles			42 607	122 361	
Terrains			1 770	27 549	
Constructions	Sur sol propre		2 320	50 444	
	Sur sol d'autrui		3	1 156	
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions		4 471	110 469	
Installations techniques, matériel et outillage industriels			5 360	25 962	
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers		175	3 549	
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau et mobilier informatique		11 466	69 410	
	Emballages récupérables et divers		22	9 935	
Immobilisations corporelles en cours			36 398	19 001	
Avances et acomptes				2 206	
TOTAL III			61 984	319 681	
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations			19 442	2 044 202	
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres immobilisations financières			63 617	223 481	
TOTAL IV			83 060	2 267 683	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)			188 375	2 833 949	

I. Amortissements

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE					
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice		
Frais d'établissement et de développement (I)		240	11 719	131	14 768		
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		27 264	6 055	5 226	28 093		
Terrains							
Constructions	Sur sol propre	21 504	2 033	996	22 541		
	Sur sol d'autrui	119	56	3	172		
	Installations générales, agencements	65 432	6 929	3 106	69 255		
Installations techniques, matériels et outillages		29 325	4 830	4 658	29 497		
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements divers	2 183	321	147	2 358		
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	46 142	14 079	10 345	49 875		
	Emballages récupérables et divers						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)		164 706	28 246	19 254	173 698		
TOTAL GENERAL (I + II + III)		195 150	46 020	24 612	216 558		
Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnelle I	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnelle I	
Frais d'établissement	167			313			-145
Autres immob. incorporelles	1 688			752			936
Terrains							
Constructions :							
Sur sol propre	6						6
Sur sol autrui							
Inst. gales., agenc. et am. des constructions	292	324		616	476		-476
Autres Immobilisations :							
Inst. techn. mat. et outillage	137	64		451	7		-258
Inst gén., agenc. et am. des constructions	125			67			58
Matériel de transport							
Mat bureau et inform mobilier	45	2 409		8	2 011		435
Emballages récup. et divers							
CORPO.	604	2 797		1 143	2 494		-236
Frais acquis. de titres							
TOTAL	2 459	2 797		2 208	2 494		554
Cadre C		Charges réparties sur plusieurs exercices		Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

2. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement qui figurent au bilan pour la somme de 45,9 M€ correspondent à des actions détenues en propres. Ces actions sont affectées à la couverture des plans d'options attribués à certains membres du personnel.

3. Provisions

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers				
Provisions investissements				
Provisions pour hausse des prix	11 307		11 307	
Amortissements dérogatoires	32 901	8 156	4 702	36 355
- Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions implantation étranger avant 1 1 1992				
Provisions implantation étranger après 1 1 1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL I	44 208	8 156	16 009	36 355
Provisions pour litige	7 337	1 764	5 931	3 171
Provisions pour garanties	32 756	22 718	51 280	4 194
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change	10 250		4 324	5 926
Provisions pour pensions				
Provisions pour impôts	14 496	446	8 572	6 369
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien				
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	29 504	9 539	3 765	35 279
TOTAL II	94 343	34 468	73 873	54 938
Provisions sur immos incorporelles				
Provisions sur immos corporelles	852	48	852	48
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation	331 293	58 437	11 945	377 785
Provisions sur autres immobilisations financières		1 118		1 118
TOTAL Provisions sur actif immobilisé	332 145	59 603	12 797	378 951
Provisions sur stocks	16 703	1 676	16 351	2 028
Provisions sur comptes clients	-54	4 398	394	3 950
Autres provisions pour dépréciations	30 772	14 416	22 244	22 944
TOTAL Provisions sur actif circulant	47 421	20 490	39 169	28 922
TOTAL III	379 565	80 092	51 785	407 872
TOTAL GENERAL	518 116	122 716	141 667	499 166
Dont dotations et reprises d'exploitation		35 866	79 634	
Dont dotations et reprises financières		71 038	35 967	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		11 871	26 066	
Dépréciation des titres mis en équivalence				

4. Etat des créances et des dettes

Cadre A		Etat des créances		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations						
Prêts				217 493	81 040	136 453
Autres immos financières				5 987	5 987	
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE						
Clients douteux ou litigieux				4 307	4 307	
Autres créances (1)				776 981	776 981	
Créances représentatives de titres prêtés						
Personnel et comptes rattachés				426	426	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux						
		Impôts sur les bénéfices		24 236	24 236	
Etat et autres collectivités publiques		Taxe sur la valeur ajoutée		20 499	20 499	
		Autres impôts				
		Etat - divers		1 683	1 683	
Groupes et associés				1 583 919	1 583 919	
Débiteurs divers				50 861	50 861	
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT						
Charges constatées d'avance				9 073	9 073	
TOTAL DES CREANCES				2 695 465	2 559 012	136 453
Prêts accordés en cours d'exercice						
Remboursements obtenus en cours d'exercice						
Prêts et avances consentis aux associés						
Cadre B	Etat des dettes		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles						
Autres emprunts obligataires						
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine			922	922		
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine			75 000	75 000		
Emprunts et dettes financières divers			921 464	921 464		
Fournisseurs et comptes rattachés (2)			284 366	284 366		
Personnel et comptes rattachés			47 825	47 825		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			31 867	31 867		
		Impôts sur les bénéfices	66	66		
Etat et autres collectivités publiques		Taxe sur la valeur ajoutée	28 472	28 472		
		Obligations cautionnées				
		Autres impôts	11 112	11 112		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			9 501	9 501		
Groupes et associés			1 265 699	1 265 699		
Autres dettes			3 509	3 509		
Dette représentative de titres empruntés						
Produits constatés d'avance			99	99		
TOTAL DES DETTES			2 679 901	2 679 901		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				Emprunts auprès des associés		
Emprunts remboursés en cours d'exercice						

(1) Détail des principales créances clients groupe :

333 M€ avec Décathlon sports Ireland

117 M€ avec Décathlon France SAS

39 M€ avec Décathlon Espana SA

56 M€ avec Décathlon Italia SA

16 M€ avec Désipro

10 M€ avec Décathlon Shanghai sports

33 M€ avec DMI Shanghai

20 M€ avec Décathlon logistique France

(2) dont 39 055 K€ de dettes fournisseurs représentées par des effets de commerce

5. Charges à payer

Charges à payer	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	37
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	89 176
Dettes fiscales et sociales	63 296
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	4 273
Autres dettes	
Total	156 782

6. Produits à recevoir

	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	28 644
Personnel et comptes rattachés	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	
Etat et autres collectivités publiques	29
Autres créances	25 508
Disponibilités	
Total	54 181

Charges constatées d'avance : 9 073 K€

Produits constatés d'avance : 99 K€

V. Informations relatives au compte de résultat

1. Ventilation de l'effectif moyen au 31 décembre 2018

Effectif	Effectif moyen salarié	
	N	N-1
Cadres	4 146	3 478
Agents de maîtrise	121	106
Employés	228	240
Apprentis et stagiaires	100	71
TOTAL	4 595	3 895

L'effectif moyen du personnel est de : 4595 dont 1 mandataire.

2. Ventilation du chiffre d'affaires

Ventilation du chiffre d'affaires	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Répartition par secteur d'activité			
Ventes de marchandises	5 705 914	5 486 244	4%
Production vendue biens	4 962	-86	-5 838%
Production vendue services	658 971	582 993	13%
Répartition par marché géographique			
Chiffres d'affaires nets-France	3 309 622	3 993 141	-17%
Chiffres d'affaires nets-Export	3 060 225	2 076 010	47%
Chiffres d'affaires nets	6 369 848	6 069 151	5%

3. Résultat hors évaluation fiscale dérogatoire

	MONTANT
Résultat net de l'exercice	438 276
Impôt sur les bénéfices	106 730
Créances d'impôt sur les sociétés	
= Résultat Avant Impôt	331 546
Amortissements dérogatoires (dotations-reprises)	3 454
Autres provisions réglementées (dotations-reprises)	-11 307
Autres évaluations dérogatoires	
= Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires	323 693

4. Accroissement et allègement de la dette future d'impôt

	Bases	Taux	Impôt
Provisions réglementées :			
- Amortissement dérogatoire	36 355	25.83%	9 390
Charges non déductibles temporairement :			
Produits non taxables temporairement :			
Autres :			
Accroissement de la dette future d'impôt :	36 355	25.83%	9 390
Provisions non déductibles l'année de comptabilisation :			
- Autres provisions non déductibles	2 977	34.43%	1 025
- Organic	5 007	34.43%	1 724
- Participation légale	16 775	34.43%	5 776
- Gain latent fiscal	39 434	34.43%	13 577
Autres :			
Allègement de la dette future d'impôt :	64 193		22 102

5. Répartition de l'impôt sur les bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Réintégrations fiscales	Déductions fiscales	Base imposable	Impôt dû net	Résultat net après impôt
Résultat Courant	551 679	147 699	-362 980	336 398	104 106	447 573
Résultat Exceptionnel	10 075	120	-7 437	2 758	919	9 156
Participation des salariés	-16 747	16 775	-14 937	-14 909	-4 970	-11 777
Impôts sur exercices antérieurs					6 676	-6 676
Résultat Comptable	545 007	164 594	-385 354	324 247	106 731	438 276

6. Informations relatives aux rémunérations des organes de gestion

Cette information n'est pas mentionnée car elle reviendrait à communiquer des rémunérations individuelles.

7. Détail des charges et produits exceptionnels

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Amortissements dérogatoires	8 156	4 702
Provision pour hausse de prix		11 307
Provision pour impôt	446	8 572
Produits cessions des immobilisations		28 581
Opérations de gestion	7 244	783
Charges cessions des immobilisations	26 240	
Dépréciation des immobilisations	542	1 484
Provision pour risques	2 726	
TOTAL	45 354	55 429

VI. Informations relatives aux engagements

1. Montant des engagements financiers (hors-crédit bail)

Engagements donnés : cautions, avals et garanties :		Montant
- Société Générale		27 332

Engagements financiers donnés :		Montant
- Achats/ventes à terme de devises notionnel couvert		4 625 780
- Swap de taux d'intérêt notionnel couvert		50 000
- Swap de devises (cross currency swap)		101 746

Engagements financiers reçus :		Montant
- Achats/ventes à terme de devises notionnel couvert		4 625 780
- Option de change notionnel couvert		1 538 112
- Ligne de financement MT		805 000
- Ligne de financement CT		0
- Swap de taux d'intérêt notionnel couvert		50 000
- Swap de devises (cross currency swap)		101 746

2. Informations en matière de crédit-bail immobilier

	Montant
Valeur d'origine	14 930 050€
Remboursement cumulés de la dette financière	12 467 693€
Dette financière restant à la fin de l'exercice	2 462 357€
<i>Dont échéance :</i>	
à - d'un an	1 050 246€
de 1 à 5 ans	1 412 111€
à + de 5 ans	0€
Redevances de l'exercice	1 096 847€
Dette	1 081 387€
Frais financiers	15 460€

3. Montant des engagements Immobiliers

En K EUR	Décembre 2018	< 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans	Décembre 2017
Engagements "Immobiliers" données					
Contrat de location	20 458	930	3 050	16 478	9 544
Engagements "Immobiliers" reçus					
Contrat de location	3 982	2 235	1 747		4 557

Les engagements immobiliers donnés concernent principalement les contrats de location. Il s'agit des loyers restants à payer à des bailleurs externes jusqu'à la prochaine échéance de réalisation du bail.

Les engagements reçus immobiliers correspondent principalement aux loyers à recevoir jusqu'à la prochaine échéance de réalisation du bail de nos locataires externes.

4. Montant des engagements « autres »

En K EUR	Décembre 2018	< 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans	Décembre 2017
Engagements "Autres" données					
	3 252	1 634	1 618		3 853

Les engagements « autres » donnés concernent principalement les services informatiques (contrats avec les éditeurs de logiciels et les fournisseurs internet) et la centrale d'achat (contrat de partenariat)

5. Engagement en matière de retraite

Les engagements de la société font l'objet d'un contrat d'assurance spécifique. Le montant des engagements au 31/12/18 s'élève à 27 812 K€ et le montant placé sur le fond s'élève à 9 343 K€.

Il n'y a aucun versement complémentaire sur le fond pour couvrir les engagements de retraite à fin 2018.

VII. Informations relatives aux entreprises liées

1. Identité de la société consolidante

L'identité de la société mère pour la consolidation est Décathlon SA

2. Information relative à l'intégration fiscale

L'économie d'impôt sur les sociétés, d'imposition forfaitaire annuelle et de contributions additionnelles, qui résulte de l'application de l'intégration fiscale sera définitivement acquise à la société intégrante: DECATHLON SA. Au titre de l'année 2018, le boni de l'intégration fiscale s'est élevé à 8 580 K€.

Au sein de l'intégration fiscale, chaque société constate une charge d'impôt afférente à son activité. Suivant l'article 2 de la convention d'intégration fiscale ; le déficit fiscal subit par une société intégrée au titre d'un exercice sera reportable dans les conditions de droit commun et viendra s'imputer sur le bénéfice fiscal dégagé pendant les exercices futurs de la société intégrée.

L'impôt des sociétés que la société DECATHLON SA aurait payé si elle ne faisait pas partie d'une intégration fiscale, se serait élevé à 113 000K€.

3. Liste des filiales et participations

	<u>Capital en K</u> <u>devise</u>	<u>Autres</u> <u>capitaux</u> <u>propresK</u> <u>devise</u>	<u>%</u> <u>d'inté</u> <u>rêt</u>	<u>Résultat en</u> <u>K€</u>	<u>Dividende</u> <u>versé en K€</u>	<u>Valeur brute</u> <u>des titres en</u> <u>K€</u>	<u>Valeur</u> <u>nette des</u> <u>titres en</u> <u>K€</u>
<u>Participations supérieures à 50%</u>							
<u>SIDI</u>	120K€	41 454	100	7 588		12 500	12 500
<u>Décathlon Sportartikel</u>	66 000K€	-173	100	94		67 242	67 242
<u>Decathlon Espana</u>	10 717K€	284 697	100	96 667	100 000	15 861	15 861
<u>Decathlon italia</u>	12 500K€	136 763	100	27 725	43 041	14 546	14 546
<u>Le Blanc Coulon</u>	3 483K€	1 835	100	47		3 506	3 506
<u>Deaucimmo 3</u>	3 066K€	4 568	100	1 703	1 589	3 080	3 080
<u>Projet Club</u>	1 201K€	2 545	100	1 981	3 000	2 422	2 422
<u>SPDAD</u>	1 000K€	36 967	100	4 261		986	986
<u>Decathlon Belgium</u>	12 000K€	26 608	100	10 816	15 000	12 055	12 055
<u>Decathlon UK</u>	45 100KGBP	-38 088	100	-12 247		52 475	23 108
<u>Iguasport</u>	295 705KBRL	-72 152	100	11 622		86 700	49 368
<u>Decathlon Zoo</u>	8 859KPLN	160 570	100	7 550	11 626	2 932	2 932
<u>Weddell</u>	55 845K€	460 155	100	84 884		200 115	200 115
<u>Decathlon Shanghai</u>	1 042 500KCNY	-174 739	100	2 832		5 443	5 427
<u>Deaucimmo I</u>	3 758K€	8 983	100	3 878	7 154	3 562	3 562
<u>Decathlon India</u>	10 243 568KINR	-3 782 055	100	830		138 835	80 991
<u>Decathlon Guangzhou</u>	5 000KCNY	36 940	100	1 490		467	467
<u>Tizproba</u>	670 000KHUF	5 334 463	100	8 702	8 609	5 263	5 263
<u>Octoblue</u>	3 950 000KRUB	1 047 231	100	9 614		71 460	62 889
<u>Decathlon Chengdu</u>	40 848KCNY	41 893	100	252		4 071	4 071
<u>Decathlon Shenzen</u>	82 086KCNY	-6 163	100	676		8 009	8 009
<u>Decathlon Qingdao</u>	5 000KCNY	15 165	100	176		510	510
<u>Decathlon Wuxi</u>	9 481KCNY	2 803	100	-81		1 012	1 012
<u>Decathlon Beijing</u>	193 500KCNY	242 742	100	- 515		6 834	6 834
<u>Decathlon Hangzhou</u>	5 000KCNY	24 845	100	87		516	516
<u>Decathlon Dalian</u>	49 426KCNY	9 753	100	488		4 962	4 962
<u>Decasport</u>	95 200KCZK	268 449	100	4 596		4 582	3 434
<u>Roumasport</u>	15 500KRON	81 693	100	10 970	2 146	3 496	3 496
<u>Decathlon Kunshan</u>	103 413KCNY	120 540	100	533		9 705	9 705
<u>Decathlon Netherlands</u>	18K€	2 334	100	-1 996		2 482	2 352
<u>Decathlon France</u>	31 000K€	168 003	100	23 184	50 685	110 218	110 218
<u>Turksport</u>	277 899KTRY	-206 058	100	-21 142		95 388	11 918
<u>Logisitique France</u>	20 050K€	57 419	100	18 816	10 000	22 090	22 090

Renseignements globaux sur les autres filiales et participations

	Filiale		Participations	
	Françaises	Étrangères	Françaises	Étrangères
Valeur Comptable des titres détenus :				
- Brute	217 674	1 826 214	310	
- Nette	150 837	1 515 266	310	
Montant des prêts et avances accordés (toutes filiales)	0	217 493		
Montant des cautions et avals donnés (toutes filiales)	1 176	52 546		
Montant des dividendes encaissés (toutes filiales)	76 717	185 382		

VIII. Autres informations significatives

Option de souscription et achat d'options (en euros)

Évolution du nombre d'options et du prix d'exercice moyen pondéré sur les périodes 2017 et 2018

	2018 Prix d'exercice moyen pondéré en €	Nombre d'options exercice 2018	2017 Prix d'exercice moyen pondéré en €	Nombre d'options exercice 2017
Options en début d'exercice	775,91€	47 214	738,25€	64 724
Options émises durant l'exercice		0		0
Options exercées pendant l'exercice		14 543		16 088
Options annulées durant l'exercice		868		1 422
Options en fin d'exercice	812,12€	31 803	775,91€	47 214
Fourchette de prix d'exercice	764,47€-865,51€		696,08€-865,51€	
Durée de vie contractuelle moyenne pondérée	2 ans		2 ans	

